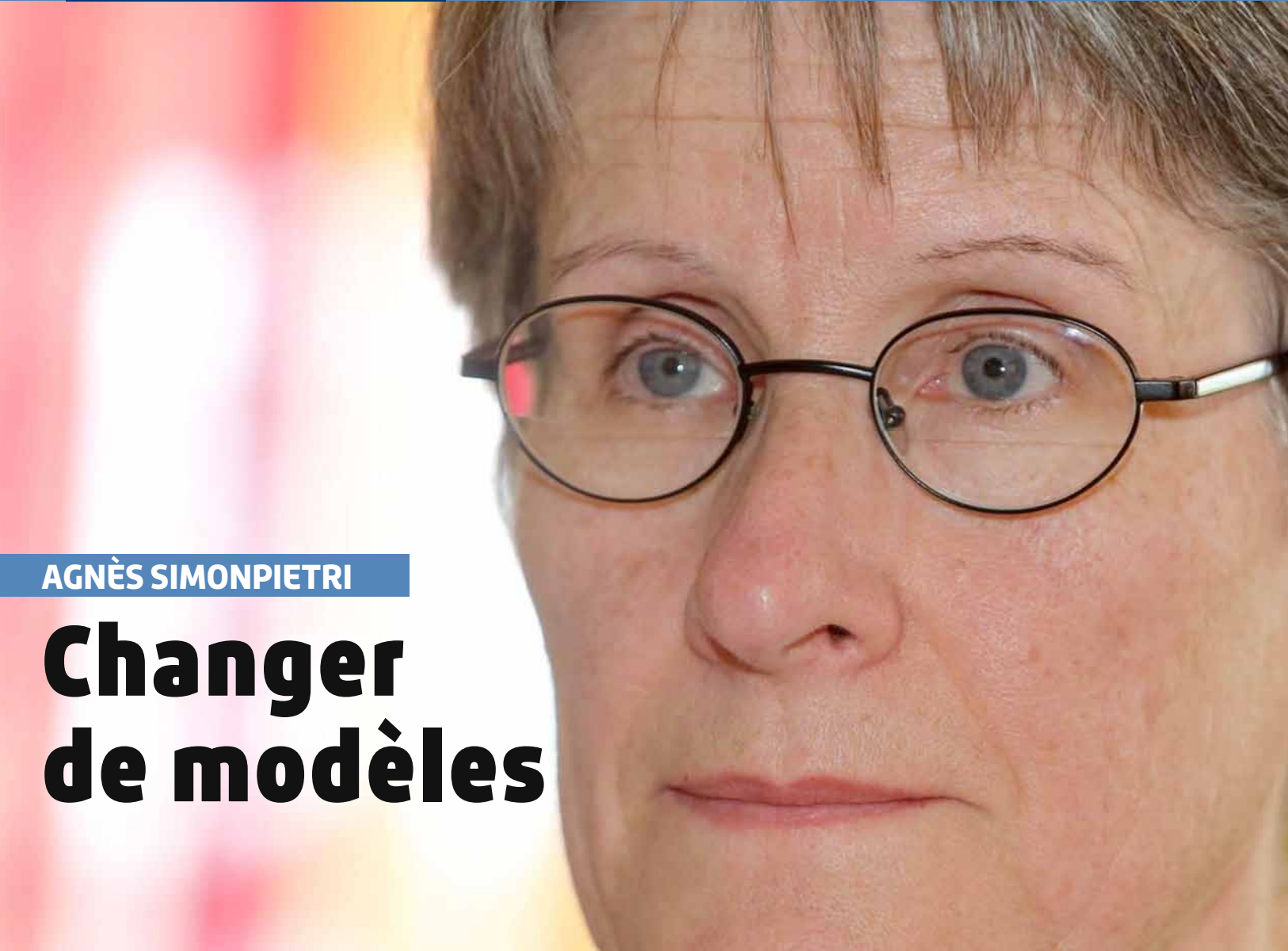




SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 D'INFORMAZIONE
 D'INFORMAZIONE



AGNÈS SIMONPIETRI

Changer de modèles

VINCENT MARCHETTI

L'élégance et l'offensive



DOCUMENTAIRE

Francescu Artily l'œil ouvert sur les fermetures



1,60€

SEMAINE CORSE P4 • BRÈVES P10 • SPORT P26 • AGENDA P31



TOUCHÉ !!



Batti

Théorie de la gravité

La semaine dernière, la détection des ondes gravitationnelles annoncée dès 1916 par A. Einstein était mise à l'honneur. Cette découverte devrait permettre aux physiciens de remonter jusqu'à la première milliseconde du big bang. De la même manière, pourrions-nous, un jour, remonter jusqu'à cette autre étincelle qui a propulsé à nouveau la Corse à la une des médias et des préoccupations de l'État ?

S'agit-il de cette milliseconde où un jeune supporter a perdu un œil après un match sans que quiconque soit en capacité d'expliquer ce qui ne peut plus être considéré comme un simple accident dû à un poteau récalcitrant ou une chaussée glissante ?

S'agit-il de cette milliseconde qui veut faire croire que les Corses agissent comme des sauvages lorsque voulant manifester pacifiquement contre la venue d'une délégation FN, on ne retient que l'abattage par des inconscients de 2 pins classés alors que les manifestants souhaitaient rappeler que leur île n'est pas une terre de racisme mais celle d'une richesse culturelle, historique construite sur la mixité ?

Et si cette milliseconde coïncidait simplement avec l'arrivée au pouvoir insulaire d'un mouvement politique élu démocratiquement. Un véritable big bang que personne n'a vu poindre et qui embarrasse peut-être encore un peu plus un gouvernement bien mal en point.

Alors rappelons que si la fusion de trous noirs est une découverte essentielle pour les scientifiques, l'absence d'écoute, de dialogue peut malheureusement provoquer des explosions de colère. Le prix à payer pour avoir Einstein d'un côté, c'est d'avoir un imbécile de l'autre, disait U. Eco. Notons que samedi dernier à Bastia la jeunesse corse digne et responsable a su démontrer le contraire au grand dam de nombreux observateurs. ■ dominique.pietri@yahoo.fr



Da Roland FRIAS

Ghjustizia è verità !

Ci hè statu assai mondu in Bastia per a manifestazione di sustegnu à Maxime. Un ghjovanu sustenitore bastiaciu chì hè statu feritu seriamente ind'un azzuffu cù i gendarmi in Reims, u 13 di ferraghju, dopu à a partita di ballò di lega 1 trà a squadra lucale è u SCB.

È, hè statu a vittima d'un tiru di flash-ball è hà persu per disgrazia l'usu d'un ochju. Ind'i ghjorni chì anu seguitatu stu dannu maiò, a ghjuventù corsa hà tenutu à reagisce. Sò state urganizate parechje mosse di e quale una in Corti chì hè stata marcata da l'arrestazione di Remy, un amicu turchinu, cundannatu severamente à 5 mesi di prigiò.

Tandu, a tensione hè cresciuta nanzu à u ritruv di sabbatu scorsu. Sò stati mandati da u cuntinente impurtanti rinforzi pulizzeri. Sò ghjunti dinù numerosi i ghjurnalisti nazionali ch'ùn aspettavanu chè l'imbaruffate ! Ma sò stati tutti dilusi.

S'hè passata propiu bè a manifestazione. Ci hè statu nisunu problema. Nimu ùn hè cascatu ind'a trappula. Perchè ci n'era una ! Una vera ! Ognunu hà possuutu assicurassi ne per mezu di u trattamentu medicu in diretta di l'evenimentu o piutostu, dimu la franca è chjara, di a vulintà vergugnosu di disinfurmazione di certi ! Hè stata intesa a chjama di Maxime. Ellu chì hà parlatu di "cumbattimentu digià vintu" spiegendu ch'ellu ci vulia solu "cum'è arme l'appaciamentu, a serenità è a dignità, per ch'ella sia fatta a ghjustizia".

Ghjustizia perchè nunda ùn ghjustificava stu tiru di flash-ball in piena faccia. Fermanu unepoche d'interrogazione chì meriteghjanu risposte. Solu un' inchiesta indipendente permetterà di tuccà a verità cum'ella hè stata dumandata d'altronde da i membri di Bastia 1905, urganizzatori di a manifestazione. Sapendu ch'ella ùn hè a prima volta chì un tiru di flash-ball hà conseguenze cusì grave.

Fatta fine, sta situazione d'imbroglu hà ricevutu l'interessu di Jacques Toubon, u Defensore di i diritti. In cunfurmità cù e dispusizione di a lege di u 29 di marzu di u 2011, hà da dumandà à l'auturità ghjudiziaria, in carica di u cartulare, d'auturizà lu à cunduce e so proprie investigazione, ind'u quadru di a so missione di cuntrollu di u rispettu da e forze di securità di e regule di deontulugia.

Seguiteremu, di sicuru, l'affare cù attenzione. In tantu, siamu tutti di core cù Maxime è Remy...

À MODU NOSTRU

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

© est édité par CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista,

12, Quai des Martyrs de la Libération,

20200 Bastia

Tél. 04 95 32 89 95 & 04 95 32 89 90

Directeur de la publication - Rédacteur en chef

Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

email : journal@corse-information.info

Conseillers : Roland Frias (Cultura è lingua corsa),

Christian Gambotti (Diaspora et Corses de l'extérieur)

BUREAU DE BASTIA - RÉDACTION

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

Tél. 04 95 32 04 40

Annonces légales - Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO - RÉDACTION

21, Cours Napoléon, 20000 AJACCIO

Tél. 09 67 48 71 56 - 04 95 32 89 95

Annonces légales - Fax 09 70 60 12 93

Avec la collaboration de :

• Elisabeth Milleliri

1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) Pascal Muzzarelli

Secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris

Amandine Alexandre (Londres), Batti,

Frédéric Bertocchini, Roland Frias, Jacques Fusina,

Marie Gambini, Christian Gambotti (Paris),

Claire Giudici, Kampà, Jean-Toussaint Leca,

Toussaint Lenzianni, Michel Maestracci,

Ghjacumu Andria Mela, Jacques Paoli, Manon Perelli,

Dominique Pietri, David Raynal (Paris),

partenariat avec **Alta Frequenza**

Comité de surveillance:

Philippe Giammari, président,

Jérôme Fabro-Aurelli, vice-président.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia CPPAP 0319 | 88773 | ISSN 2114 009

• Fondateur Louis Rioni

Vous vivez en Balagne,

en Centre-Corse,

dans le Cap,

la région de Bonifacio

ou le Sartenais,

vous avez

une bonne connaissance

de la vie publique,

culturelle, associative

et sportive

dans votre bassin de vie ?

Vous souhaitez mettre

en lumière les initiatives

qui y voient le jour ?

Vous aimez écrire et/ou

prendre des photos ?

L'ICN recherche

des

correspondants locaux.

Écrivez-nous :

journal@icn-presse.corsica





Photo Manon Perelli

SÉCURITÉ

À Ajaccio, les polices renforcent leur collaboration

Il y a quelques jours une convention visant à mettre en synergie les moyens des polices nationale et municipale a été signée à Ajaccio.

Un texte qui officialise par ailleurs la décision du député-maire d'armer les policiers municipaux de la ville

« Nous nous sommes aperçus que les deux polices ne travaillaient pas suffisamment ensemble ». C'est partant de ce constat qu'en 2014 le député-maire d'Ajaccio, Laurent Marcangeli, avait tenu à ratifier une première convention Etat/ville afin d'accroître la collaboration entre les polices nationale et municipale de la cité impériale. Mais le texte demandait à être perfectionné et modernisé. C'est désormais chose faite.

Le vendredi 19 février, Laurent Marcangeli, Christophe Mirmand, le préfet de Corse-du-Sud, et le procureur de la République d'Ajaccio, Eric Bouillard, ont ratifié une deuxième mouture qui tend à mettre en synergie les moyens de la police nationale et de la police municipale d'Ajaccio. « Cette seconde convention manifeste une évolution dans l'engagement de la police municipale, mais aussi des services de l'Etat, pour permettre une co-production de la sécurité, de la prévention et de la lutte contre la délinquance », explique le préfet de Corse-du-Sud. « Une répartition des tâches sera organisée hebdomadairement pour permettre d'assurer une bonne complémentarité des interventions », détaille-t-il.

Forts de cette coopération accrue entre leurs services, dans un

premier temps les agents de police devraient mettre l'accent sur la lutte contre les infractions routières, mais aussi sur le respect des arrêtés concernant l'occupation du domaine public et les nuisances sonores. Plus loin, la convention prévoit aussi la participation d'un représentant de la police municipale à la salle de commandement opérationnel de la sécurité publique et l'exploitation de la vidéo-protection, pour une plus grande efficacité dans la lutte contre la délinquance. Des mesures qui aspirent à « faire que la ville d'Ajaccio soit agréable à vivre pour tous ses enfants », a souligné Laurent Marcangeli.

Par ailleurs, ce texte officialise également la décision du député-maire d'armer les policiers municipaux d'Ajaccio, conformément au souhait formulé par le ministère de l'Intérieur. « Une décision qui n'a rien de révolutionnaire » pour Laurent Marcangeli, mais qu'il a tenu à acter, avec l'aval du procureur. A noter, bien sûr, qu'avant de pouvoir porter une arme, les policiers municipaux devront être formés techniquement et subiront des tests psychologiques. ■

Manon PERELLI



Photo Michel Maestracci

Le 17 février, le Mouvement Corse Démocrate, initié et créé par François Tatti a tenu son assemblée générale. Histoire de faire un point sur la situation politique actuelle et de débattre avec les militants et des citoyens

Le MCD en

Conscient que quelque chose a changé dans l'électorat insulaire, le président de la CAB tente de rebondir et de proposer des solutions politiques alternatives à celles en vigueur actuellement. En introduction, il évoquait les dernières élections territoriales et leur résultat. « Nous avons fait un très bon premier tour, et au second, les nationalistes ont accru leur score de mille cinq cents voix par rapport à 2010, par contre nous, nous en avons perdu dix mille. En clair, nous n'avons pas su être attractifs et capitaliser sur ces volontés de changement et d'implication de la jeunesse. » Comme le soulignait François Tatti le désaveu des institutionnels n'est pas propre à la Corse. Il est présent partout sur le territoire national. « On n'a pas vu venir cette vague de contestation de l'establishment. Il nous faut refonder quelque chose de nouveau qui ne soit pas dans le domaine de la gestion, mais plus de l'action », concédait le Bastiais.

LANGUE

Parlami Corsu, une app pour apprendre



Miroir du portail Internet créé il y a plusieurs années, l'application mobile Parlami Corsu vient de souffler sa première bougie. L'occasion de faire un point sur ses activités

Un an après son lancement, l'heure du bilan a sonné pour l'application « Parlami Corsu ». Au cours d'une conférence de presse, le 19 février dernier, le président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien, Jean Jacques Ferrara, la vice présidente en charge du numérique, Marie-Antoinette Santoni-Brunelli et Christophe Mondoloni, conseiller municipal de la ville d'Ajaccio, délégué à la langue corse, ont ainsi présenté, ou re-présenté, en bonne et due forme, l'application née à l'initiative de la Ville d'Ajaccio.

« On est très fier d'être la première ville à lancer une application in lingua nustrale et nous allons l'enrichir au fil du temps », s'est ainsi réjoui Christophe Mondoloni.

Engagée dans une politique destinée à promouvoir la langue et la culture corse, la cité impériale, a en effet tenu à développer depuis 2010 le site « Parlami Corsu » pour permettre au grand public d'apprendre le corse en ligne. Une initiative qu'elle a donc tenu à enrichir avec cette application mobile, qui compte déjà plus de 7000 téléchargements, afin que les ressources du site soient accessibles partout et tout le temps. Pour ce faire elle a demandé l'aide du service numérique de la CAPA qui a développé l'application en interne, grâce à ses ingénieurs.

On y retrouve différentes rubriques du site à savoir un traducteur qui contient plus de 12 500 mots et qui s'enrichit chaque jour, un lexique imagé, des chansons avec leur traduction, des recettes traditionnelles et des histoires pour les enfants. Dans les prochains mois, de nouvelles fonctionnalités et contenus devraient venir compléter cet outil, à l'instar d'un conjugueur automatisé.

A terme, l'objectif est de faire de Parlami Corsu une référence pour l'apprentissage du corse sur la toile. ■ Manon PERELLI

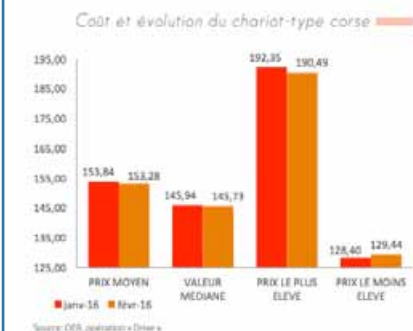
Assemblée Générale

Les membres de l'assemblée ont réfléchi à la façon de reconstruire une dynamique pour l'avenir. Avec Maria Guidicelli et d'autres élus, François Tatti et ses amis se sont posé la question de savoir comment faire pour relancer la machine. « Nous n'avons pas su rassembler lors des dernières élections et ce qui nous a tués, ce sont les divisions », précisait le président du mouvement.

Trois thèmes étaient abordés pour tenter de trouver une solution à la problématique exposée. L'emploi, sans tomber dans le populisme comme par exemple invoquer la corsisation ou le rejet de l'autre. La relation avec la République ou comment être ambitieux au plan des institutions sans remettre en cause le lien avec la République et en la rassurant sur l'intérêt de faire des réformes. Enfin, la façon de faire de la politique autrement. « Quand on gouverne, on est plus dans la gestion et l'on oublie le lien avec le peuple. Notre démarche vise à nous ouvrir aux jeunes et aux citoyens pour qu'ils y trouvent leur place. Travailler avec des initiatives qui vont nous permettre de converger vers une reconstruction de la gauche et d'une nouvelle façon de faire de la politique, constitue le challenge de notre mouvement. Pour y parvenir, l'idée serait de créer dans chaque territoire une coordination », concluait François Tatti. ■ M. MAESTRACCI

IN FURIA IN FURIA IN FURIA

Le caddy varie. Pour ce mois de février, l'enquête mensuelle de l'Observatoire économique régional (OER) sur les prix de la grande distribution pratiqués en drive sur la Corse fait apparaître une diminution du coût moyen du chariot-type par rapport à janvier 2016. Avec un montant régional moyen de 153,28 €, la baisse sur un mois est de 0,4%. Diminution, également, de l'écart de prix entre le chariot-type le plus cher et celui le moins cher, qui s'établit à 61,05 € contre 63,95 € précédemment. Autre observation, un tassement de l'écart de prix entre le chariot-type du Grand Bastia (157,32 €) et celui du Grand Ajaccio (150,71 €) qui est passé de 8,70 € en janvier à 6,61 € en février. Il est vrai, cela dit, que le prix moyen du chariot-type du Grand Ajaccio a augmenté de 0,3% tandis que celui du Grand Bastia, qui présente en outre une valeur supérieure, a diminué de 1%. L'OER a constaté aussi une baisse de 0,8% du coût du panier moyen : 28 € contre 28,23 € le mois précédent. Sur 12 mois, selon l'indicateur « Nielsen-LSA », la Corse a enregistré une variation des prix -1,52%. Sur la même période, toutes les régions françaises métropolitaines ont vu baisser les prix des produits de consommation courante dans la grande distribution, avec une moyenne de -1,07%.



Tutelle. Le 24 février, lors d'une conférence de presse, Pierre-Jean Luciani président du Conseil départemental de Corse-du-Sud, et François Orlandi, président du Conseil départemental de Haute-Corse, ont fait part de leur extrême réserve à propos de la charte portant sur la Collectivité unique. Selon eux, ce document qui devait être soumis au vote de l'Assemblée de Corse reflète davantage la vision de la CTC et de l'Etat que la leur. Elle entraînerait une trop grande ingérence de la CTC dans la gestion des départements jusqu'à la mise en place de la Collectivité unique, voire, ont-ils dit, une sorte de mise sous tutelle des départements par la CTC.

Programmes sociaux. La Caisse des Dépôts et l'Office public de l'habitat de Corse-du-Sud ont signé le 23 février une convention de partenariat pour la période 2016-2017, en vue de la réalisation de 200 logements sociaux supplémentaires et de la réhabilitation de 200 autres. Ces programmes immobiliers concerneront les zones les plus denses de l'agglomération ajaccienne.

MANIF À BASTIA

Symbole du malaise d'une société



L'association de supporters du SCB Bastia 1905 avait appelé à manifester le 20 février à Bastia. Afin de réclamer justice pour un des siens, Maxime Beux, blessé à l'œil par un tir de flash-ball -selon des sources proches de la victime- le 13 février, après le match Reims-Bastia. Mais aussi pour dénoncer le traitement de cette affaire par les pouvoirs publics et la condamnation de Rémy di Caro à dix mois de prison ferme, dont cinq avec sursis, pour violence en réunion, lors des échauffourées de Corte. Ce rassemblement s'annonçait plus que chaud. Les médias nationaux avaient envoyé leurs fines plumes couvrir ce qui devait être l'événement du week-end. LCI, *le Figaro*, Europe 1, France 2 venaient s'ajouter aux médias habituellement présents pour les matches du SCB [*L'Équipe*] et les chaînes d'info en continu [*BFMTV et iTV*]. Dès 14h, une foule compacte se retrouvait au rond-point du palais de justice. Outre les supporters du club, quelques politiques avaient fait le déplacement, tout comme des joueurs nustrali, des entraîneurs et des dirigeants. Au cortège s'étaient joints des anonymes et des supporters du FC Nantes et de l'ACA. Près de 3000 personnes descendaient le boulevard Paoli aux cris de «*Ghjustizia per Maxime*» et «*Liberta per Rémy*». Il est de coutume, sur ce trajet, qu'arrivés en bas du boulevard les manifestants bifurquent vers la préfecture. Mais là, on peut dire que les organisateurs ont feinté avantageusement en décidant de se rendre devant la mairie. Là, après un dernier

regroupement, les manifestants pouvaient se disperser en silence. Au grand dam de certains journalistes venus pour le sensationnel plus que pour raconter la vérité. À ce propos, on ne peut que regretter le traitement de l'information par certains confrères, revenus au temps où des jeunes gens étaient payés pour être photographiés en train de brûler des voitures dans les banlieues. Ceci mis à part, cette manifestation traduit un certain malaise, de la société française en générale et corse en particulier. L'univers dans lequel nous évoluons a totalement changé. Le pays n'est plus à même de procurer un travail au plus grand nombre. Pour se sentir intégrés, le citoyen recherche d'autres moyens. La quête d'une identité forte en fait partie. Cette démarche n'est pas spécifique à la Corse, mais y prend plus d'importance avec la victoire des nationalistes aux dernières élections. L'espoir de voir une nouvelle forme de gouvernance se mettre en place pour résoudre les problèmes du quotidien est fort. Le désintérêt des politiques, au niveau national, pour le peuple ne cesse de s'accroître, créant des tensions. Les signaux d'alarme sont actionnés. La société a changé et les rapports sociaux aussi. Cette révolte est un appel aux élus, mais aussi aux médias. Certains l'entendent, d'autres font la sourde oreille, soucieux de ne pas faire de vagues. Mais un tsunami pourrait bien les emporter rapidement pour ne pas avoir réagi en temps et heure. ■ **Michel MAESTRACCI**

INTERCOMMUNALITÉ

Cauro déterminée à rejoindre l'Ornano

La commune réaffirme sa volonté de se rapprocher de la communauté de communes de la pieve de l'Ornano et quitter celle de la vallée du Prunelli. Le maire Pascal Leccia revient avec nous sur ces enjeux importants pour Cauro.

« **Les intérêts politiques ont prévalu sur l'intérêt général.** » Pascal Leccia n'a pas compris la décision de la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) : « *Je n'étais pas présent vendredi dernier (NDR : le 19 février) à la préfecture puisque je ne suis pas membre de la CDCI. J'étais confiant car j'avais adressé la veille un courrier à tous les membres de cette commission, expliquant le choix de Cauro de ne pas faire partie de la nouvelle intercommunalité entre le Prunelli, - dont la commune fait partie - et la Gravona, et le souhait d'intégrer l'Ornano.* » L'amendement n'a pas été retenu.

Pascal Leccia et les Cavares ne s'avouent pas vaincus. Le maire, élu depuis deux ans, réexplique sa vision des choses. Selon lui, la géographie de sa commune joue un rôle essentiel : « *Cauro est limitrophe de l'actuelle communauté de communes de la pieve de l'Ornano. Elle est le point d'entrée géographique et historique vers cette même communauté et constitue le même bassin de vie. Il y a la proximité et le maillage avec celle-ci.* » Située sur un territoire très vaste, Cauro est traversée par deux départementales et une nationale qui la relie à Porticcio, laquelle fait partie de l'Ornano. « *Les besoins de Cauro se reconnaîtront donc avec ceux des communes de l'Ornano.* »

Cauro est également liée à l'Ornano pour l'eau et l'assainissement, et les taux de fiscalité montrent que les possibilités seraient plus intéressantes. « *Ce qui permet d'accroître la solidarité financière et*

territoriale conformément aux objectifs de la loi NOTRe. » Pour justifier ses propos, le maire a effectué un tableau comparatif des taux de fiscalité dans chaque intercommunalité*. En rejoignant l'Ornano, Cauro pourrait plus facilement se développer. « *Une cohésion territoriale va se créer. Cauro a ce particularisme qui doit se faire valoir.* » Le 25 février, en conseil municipal, les élus ont réitéré leur demande pour quitter le Prunelli. « *On espère que le prochain amendement sera validé.* » La commune n'a plus sa place avec cette communauté de communes.

« *On sera amené dans les années à venir à ce que toutes les communes soient aspirées par le Grand-Ajaccio.* » Mais pour l'instant, on n'en n'est pas encore là. Le maire insiste sur le fait que Cauro ne sera jamais perdante dans l'histoire. « *Elle a le potentiel pour se développer de manière réfléchie et raisonnable. La vision que nous avons est reliée avec les enjeux de l'Ornano. Cauro est la voie naturelle d'accès vers cette communauté.* » La commune compte 1 500 habitants et vise à accroître sa population. Si Cauro n'intègre pas l'Ornano, ce sera une déception pour les élus. Mais Pascal Leccia n'y croit pas une seule seconde. Avec le premier amendement rejeté, les élus peuvent toutefois être inquiets. Quoi qu'il en soit, Cauro a l'intention de travailler avec Grosseto-Prugna et les communes voisines de l'Ornano car il y règne « *une interconnexion forte* ». ■ **Davy DELMOTTE**

LE PROJET DE FUSION VALIDÉ

Le 19 février, les élus des intercommunalités de la vallée du Prunelli et de la haute-vallée de la Gravona avaient appelé leurs habitants à se réunir devant la préfecture de Corse-du-Sud à Ajaccio pour défendre le projet de fusion entre les deux intercommunalités. Après discussions, l'amendement a finalement été validé par la CDCI avec 29 voix favorables et trois votes contre. « *On a déjà gagné la première bataille, respire Pierre Poli, maire d'Eccica-Suarella. Il reste encore au préfet à déterminer le périmètre. Mais tout n'est pas gagné, il reste encore deux manches. On ne va rien lâcher.* » Avant le 30 mars, la CDCI doit rendre officiel le futur schéma des intercommunalités.

TABLEAU COMPARATIF DES TAUX DE FISCALITÉ DES COMMUNAUTÉS

	CC PRUNELLI	CC GRAVONA	FUSION PRUNELLI/ GRAVONA	CC ORNANO	CAPA (données 2014)
T. habitation	12,11%	11,30%	9,18% ou 11,95%	1,19%	11,54%
T. foncier bâti	0,57%	0	3,90% ou 0,478%	0,48%	0
T. foncier non bâti	8,19%	4,21%	28,57% ou 7,27%	3,75%	2,36%
T. additionnelle foncier non bâti	34,97%	34,97%	-	0	34,97%
Cotisation foncière des entreprises	21,64%	15,51%	21,27% en 2019	1,29%	20,77%
T. enlèvement des ordures ménagères	11%	20,36%	12,50% en 2021	néant*	20% agglo 16% rural

* les communes n'ont pas transféré la compétence des ordures ménagères et fixent elles-mêmes le taux de la Team

Photo Davy Delmotte

Source mairie de Cauro

AGNÈS SIMONPIETRI

De nouveaux modèles pour l'environnement

Pour Agnès Simonpietri, la défense de l'environnement n'est pas une posture. Artisan d'art, spécialiste du travail de la laine, elle a toujours lutté, soit au sein d'associations soit au plan politique, pour la survie de l'intérieur et la préservation du patrimoine écologique de son île. Elle s'est également battue contre l'incinérateur. C'est donc tout naturellement que lui est échue la présidence de l'Office de l'environnement de la Corse (OEC). Elle veut y proposer un nouveau modèle.

Membre de l'exécutif territorial, vous voici à la présidence de l'OEC. Comment avez-vous abordé cette mission?

Il m'a d'abord fallu prendre la mesure de ce qu'est l'Office de l'environnement. Même si je connaissais la structure en tant qu'élue, je n'en avais qu'une vision politique. Je suis maintenant confrontée à la gestion quotidienne. Et les dossiers sont très divers. J'ai trouvé un personnel motivé, mais il doit faire face à de multiples tâches. Il y a des organisations à mettre en place, des dossiers en attente qu'il faut boucler, des financements à trouver, à gérer, à verser. Que de retards à rattraper! Et bien sûr une nouvelle politique, efficace, à mettre en œuvre. C'est une responsabilité qui me laisse peu de temps libre.

Quelles vont être vos priorités au cours de cette mandature ?

Dans le domaine de l'environnement, pour une région telle que la Corse, tout est important. Mais en priorité N°1, il y a les déchets. Mon groupe a voté contre le plan de gestion présenté en juillet dernier. Il faisait trop peu de place au tri sélectif, était en deçà des attentes de la loi relative à la transition énergétique et proposait même une unité de tri mécano-biologique alors que ces unités n'étaient déjà plus ni reconnues ni subventionnées. Il donnait quasiment toute la place à l'enfouissement et au transport sur de longues distances. Des formules chères et néfastes pour l'environnement. Dans ce plan, le volume trié devait atteindre environ 40% en 2024. Il faut changer les modèles. Mon objectif: un volume trié de 50% dans les deux ans. Pour atteindre ensuite 80% au moins.

Il s'agit d'un changement important.

Quels moyens allez-vous vous donner pour y parvenir ?

Nous devons mettre en place un modèle commun à toute la Corse, donner les outils aux collectivités pour y parvenir, apporter une participation financière, et même un bonus pour les plus performantes. Une équipe de deux ingénieurs spécialistes a été engagée sur une mission de quatre mois. Ils donneront leurs conclusions dans les deux mois et nous lancerons les opérations.

Pour une grande partie de la population, le tri, c'est compliqué.

Comment va-t-on savoir exactement quoi mettre en où ?

Des ébauches de tri existaient, mais les points d'apport volontaire ne permettent pas un taux de collecte suffisant. Il est rarement supérieur à 20%. C'est face à ces bacs que les gens sont perplexes. La solution est le tri à la source suivi de la collecte au porte-à-porte. La Corse est composée à 50% de zones rurales ou pavillonnaires. Il est possible de proposer des composteurs et des bacs de collecte individuels. Dans les villes, les sacs de tri commencent à être distribués. Il faut maintenant harmoniser la solution pour toutes les collectivités qui seront partantes. Sur la base du volontariat nous pourrions mettre en place des contrats d'objectifs, proposer notre aide technique et pratique, contribuer à former des agents et des « ambassadeurs du tri » qui assureront le suivi des dispositifs et sauront apporter les explications... J'envisage aussi d'aller, avec les élus, visiter des collectivités où le tri fonctionne, notamment dans la région de Trévise où il atteint 87%. Par ailleurs, concernant les emballages (papiers, cartons, plastiques, etc.) qui composent plus du quart du contenu de nos poubelles, une négociation a débuté afin que tout puisse être ramassé sans distinction. J'engage aussi des discussions avec les producteurs corses mais

également avec les groupes de la grande distribution afin de trouver un moyen d'en réduire le volume.

Qu'en sera-t-il des déchets générés par les professionnels ?

Concernant les fermentescibles (restes de repas, etc.) produits par les restaurants, les cantines, les hôpitaux... il faut créer des unités de traitement au plus près des gisements de production. Elles peuvent, par compostage dynamique ou méthanisation, traiter jusqu'à 10 000 tonnes par an. Certaines, comme à Corte ou Aghjone, existent déjà. Il faut installer les autres. Pour les déchets du bâtiment, un travail doit être rapidement mené: près de 15 000 tonnes par an sont encore déversées dans la nature. Ces dépôts sauvages doivent cesser. Quant au plan de traitement des déchets médicaux et dangereux, il sera présenté dans les 6 mois. Dans la gestion des déchets, trop de temps a été perdu: il a fallu 5 ans pour élaborer un plan que nous n'avons pas pu voter. Et même si tout est trié, restera quand même, pour les déchets ultimes, la nécessité de créer trois autres centres d'enfouissement, dans des lieux à définir, proches des zones de production pour éviter les longs transports, sur un emplacement géologiquement compatible mais pas dans un site protégé.

Quelles sont vos relations avec le Syvadec ?

Le Syvadec est chargé du traitement et non de la collecte des déchets. Indépendamment des problèmes de gouvernance, nous collaborons dans le cadre d'un partenariat technique, comme nous le faisons avec les services de l'État et l'Ademe. Nous y avons trouvé un personnel compétent.

La Corse fait face aussi à de terribles maladies qui attaquent les végétaux. Où en est la lutte contre la Xylella ?

C'est également un problème crucial. Si, concernant le Cynips qui attaque la châtaigneraie, les résultats sont encourageants, pour la Xylella, rien n'est maîtrisé. L'OEC que je préside travaille avec l'Odarc, l'Université, les différentes filières agricoles, l'Inra, le CRPF, etc. J'ai organisé dernièrement une réunion. Un appel à projet est lancé avec le Consortium Lubrilyl pour trouver au plan européen un moyen de lutter contre cette maladie qu'on connaît encore trop mal. Pour le moment, seule la sous-espèce multiplex est présente en Corse, mais fastidiosa et pauca sont à nos portes. Nous ne pourrions jamais empêcher l'entrée de tous les végétaux, mais pour nous prémunir nous devons renforcer au maximum les contrôles et contribuer à développer une filière de production locale de plans.

L'érosion du littoral inquiète beaucoup de riverains. Cette réflexion incombe-t-elle à l'OEC ?

La réflexion sur les zones constructibles n'est pas du ressort de l'OEC, même si nous sommes vigilants. En revanche, il est évident que l'érosion du littoral corse nous inquiète. Un observatoire est en place, qui travaille en lien notamment avec le BRGM, et une réflexion est portée au plan européen. La Corse n'est pas la seule région touchée par ce phénomène qui a des causes multiples. On ne connaît pas à ce jour de système de protection performant. Sans doute faudra-t-il à terme envisager un système de compensation pour les cas les plus critiques. ■

Propos recueillis par Claire Giudici

« Mon objectif: un volume trié de 50% dans les deux ans. Pour atteindre ensuite 80% au moins. »

COLLECTIVITÉ UNIQUE :

On n'avance pas, on recule !

La rencontre du 16 février entre le ministre de l'Aménagement du territoire et des Collectivités territoriales Jean-Michel Baylet et les élus corses, a décidément laissé un goût amer.

Deux jours après son entrevue avec les élus corses, Jean-Michel Baylet n'a laissé aucune place à l'ambiguïté, en revenant dans une communication sur le sens même des travaux en cours : cette rencontre ne concernait que la création de la collectivité unique. Exit donc toutes les autres revendications - inscription de la Corse dans la Constitution, statut de résident, co-officialité linguistique, statut fiscal spécifique - approuvées par l'Assemblée de Corse. Pour Gilles Simeoni, « sur le fond, la déception est malheureusement très grande ». Seule satisfaction, le maintien de la clause de compétence générale de la CTC. Sa suppression « aurait eu des conséquences très graves, notamment pour les communes de l'intérieur ». Hormis cela « le compte n'y est pas, à tous points de vue, considère Gilles Simeoni. Au niveau politique, le ministre nous a dit n'avoir aucun mandat pour ouvrir des dossiers sur lesquels nous nous battons depuis un certain temps. Pour nous, la construction d'une collectivité unique est indissociable des autres délibérations votées par l'assemblée de Corse. Il y a dans la position de l'État des régressions qui ne sont pas acceptables ».

Même son de cloche ou presque, chez Laurent Marcangeli qui se dit très pessimiste sur la réforme elle-même, car il a le sentiment que la série d'ordonnances est déjà rédigée. « On nous convie à Paris,

mais dans le même temps, sans vouloir nous associer à la rédaction des ordonnances » peste le député-maire d'Ajaccio qui dit avoir fait état d'un certain nombre de doutes sur les transferts de compétences des départements vers la future collectivité unique. Il souligne que « le ministre n'a cessé de dire qu'il n'a pas reçu commande de faire autre chose que rédiger les ordonnances. Sur l'ensemble des familles politiques présentes à l'occasion de cette réunion, j'ai l'impression qu'il y a une sorte de gueule de bois ». José Rossi, de son côté, semblait moins déçu. Sans doute avait-il anticipé cette position fermée. L'ancien ministre rappelle que le gouvernement ne peut aller au-delà de ce qui a été autorisé par l'Assemblée nationale et le Sénat. La seule chose qu'il puisse faire « est de dire ce qui est déjà dans la loi : la collectivité unique est l'addition de la région et des deux départements. Si on récupère les compétences des uns et des autres, on se retrouve avec les mêmes pouvoirs, compétences et moyens. Ça ne change pas grand-chose sauf qu'il y a une perte de proximité ». José Rossi relance ainsi l'éternel débat de fond, rappelant que « les départements disparaissant, il n'y aura plus sur le terrain les échelons permettant aux gens d'avoir un interlocuteur direct pour représenter les territoires de l'intérieur ». La collectivité unique ne sera pas un long chemin tranquille. ■ Frédéric Bertocchini

VIVRE ENSEMBLE **Après l'« Empereur »**

Campà in seme est une démarche initiée suite aux événements des Jardins de l'Empereur fin 2015. Paul-Antoine Luciani revient sur la rencontre-débat du 10 février qu'il a organisée avec Étienne Bastelica.

Il s'agissait de libérer la parole autour d'une thématique de plus en plus pesante : le racisme.

Photo AF



Qui a pris part à ce débat ?

Nous avons pu entendre des écrivains comme Marc Biancarelli et Jérôme Ferrari. Liza Terrazoni et Marie Peretti, sociologues reconnues qui travaillent à un très haut niveau universitaire, ont également participé. Elles ont été sollicitées par les médias, y compris internationaux, notamment à propos du racisme sur l'île. Elles ont répondu très clairement qu'il n'y a pas de « racisme corse », mais plutôt du « racisme en Corse ». Cela signifie que le racisme n'est pas spécifique. La réunion s'est déroulée selon deux approches. Celle, sous forme de coup de gueule, des deux écrivains. Et celle, plus distanciée, des deux sociologues. Puis nous avons demandé au public de discuter autour de la question : « vivre ensemble, qu'est-ce que cela veut dire ? »

Quel accueil avez-vous reçu ?

Nous attendions environ 150 participants. Au final, il y en avait le double. C'était une réunion exceptionnelle, avec de belles prises de parole. Ceux qui sont venus avaient vraiment un grand besoin de communication sur ces ques-

tions-là. Au total, beaucoup de personnes se sont exprimées.

Campà in seme, qu'est-ce que c'est concrètement ? Un groupe de travail ?

C'est plutôt une thématique. D'ailleurs, si les gens veulent continuer à discuter avec nous, c'est possible. Nous avons créé une adresse mail et une page facebook sur laquelle nous publions des documents. De cette manière, les gens peuvent intervenir directement. Pour avoir un lien direct, nous avons demandé aux gens si ils étaient d'accord pour donner leur mail. Et 150 personnes sont enregistrées. Voilà comment nous allons continuer le dialogue initié autour d'une problématique qui se trouve au cœur des enjeux politiques majeurs de la Corse.

Il n'y a donc pas de structure pour l'instant ?

Non, car Campà in seme est simplement l'initiative de deux élus. Par contre, nous n'avons pas l'intention d'en rester là. Indépendamment de la plate-forme internet, nous avons l'intention d'organiser des séminaires dans l'avenir. ■ AF

ÉOLIEN

Une énergie dans l'air du temps

Parmi les énergies renouvelables qui se développent aujourd'hui, l'éolien s'inscrit comme l'une des plus prometteuses. L'objectif national d'ici à 2020 : installer 25 000 MW de fermes à vent sur terre comme sur mer...



Photo DR

Depuis quelques années, la production électrique éolienne est en plein essor industriel. Elle présente en effet de nombreux atouts : c'est tout d'abord une énergie renouvelable non polluante qui contribue à une meilleure qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre. C'est aussi une énergie qui utilise les ressources nationales et concourt donc à l'autonomie énergétique et à la sécurité des approvisionnements. Enfin, le démantèlement des installations et la gestion des déchets générés pourront se faire sans difficultés majeures et les sites d'implantation pourront être réutilisés pour d'autres usages. Forte de toutes ces perspectives prometteuses, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) publie un guide entièrement réactualisé sur l'énergie éolienne.

UN AVENIR AMBITIEUX

Dans une France dont le bouquet énergétique, très largement dominé par le nucléaire et les combustibles fossiles, suscite les plus vives inquiétudes, la raréfaction des sources d'énergie fossiles au profit de ressources renouvelables s'impose aujourd'hui comme un impératif. Disposant d'un gisement éolien conséquent, le deuxième en Europe après les îles britanniques, la France mise aujourd'hui beaucoup sur l'énorme potentiel que représente cette ressource. Au sein de l'Union européenne, la filière éolienne alimente d'ores et déjà 30 millions de foyers en électricité et permet ainsi d'éviter la production de 91 millions de tonnes de CO2 par an.

LES OBSTACLES À SURMONTER

La première loi Grenelle a établi à 23 % la proportion d'électricité fournie par les ressources renouvelables d'ici à 2020. Au sein de ce bouquet vert, l'éolienne se taille une belle part du gâteau énergétique durable avec 10 % de la production nationale, les 13 % restants se partageant principalement entre le photovoltaïque, l'hydraulique et la biomasse. Pour atteindre cet objectif, quelques défis restent malgré tout à relever, de la gestion technique de la production sur le réseau électrique aux impacts environnementaux de ces installations en passant par l'aménagement du territoire. Production au plus près du lieu de consommation, prédiction précise des vents, maîtrise de la consommation électrique et développement de l'éolien maritime sont autant de pistes envisagées pour atteindre la barre des 19 000 MW produits sur terre et 6 000 MW générés en mer d'ici la fin de la décennie.

HALTE AUX IDÉES REÇUES

Pas toujours bien perçue, l'installation de fermes à vent suscite beaucoup de questionnements auprès des usagers. Voici quelques idées reçues qui ont la vie dure...

- « Les éoliennes, ça fait du bruit ! » Si les premières éoliennes n'étaient guère très discrètes en termes de nuisances sonores, la seconde génération d'aérogénérateurs se fait beaucoup plus silencieuse. Vitesse de rotation des pales amoindrie, engrenages silencieux, amortisseurs et capitonnages permettent désormais de réaliser des éoliennes peu bruyantes. Pour s'en convaincre, il suffit bien souvent de visiter une ferme à vent.

- « Les éoliennes, ça marche quand ça veut ! » Évidemment, les vents ne soufflent pas à une vitesse constante - fort heureusement pour nous d'ailleurs car cela deviendrait vite invivable. Certaines zones sont toutefois mieux exposées que d'autres et les études d'implantation préalables à l'installation d'un parc éolien permettent de déterminer des ZDE (zones de développement éolien) constamment balayées par des vents forts et réguliers. Lorsque les courants baissent, grâce aux prévisions de plus en plus précises des météorologues, on anticipe en organisant la prise de relais par une autre énergie durable telle que l'hydraulique.

- « Installer et démonter une ferme à vent, c'est une ruine ! » De sa fabrication à son démantèlement, l'énergie éolienne est une énergie propre dont le fonctionnement, sans la moindre émission nocive, compense en quelques mois de service l'énergie utilisée pour produire les générateurs. Quant au démantèlement d'une installation, il se fait en quelques jours seulement et ne laisse derrière lui que des matériaux recyclables pouvant être réutilisés dans la fabrication d'autres objets. ■ A.SAMAKE

Du vent et des hommes

L'idée de mettre à profit la force du vent dans le développement de nos technologies n'est pas neuve. Qu'il s'agisse de mouler du grain, de faire voguer un navire, de couper du bois ou de pomper de l'eau, l'énergie éolienne a bien souvent prêté son concours aux activités humaines. L'idée d'utiliser la force du vent pour produire de l'énergie électrique est apparue en pleine révolution industrielle, sous l'impulsion d'un météorologue danois, Poul La Cour qui, en 1891, conçut le premier aérogénérateur au monde

Télécharger le guide Énergie éolienne de l'Ademe :

<http://www.mtaterre.fr/dossier-mois/archives/chap/685/Idees-recues-sur-l-energie-eolienne-recueillies>.



**VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE
DU COMMERCE
ET DES SOCIÉTÉS !**



infogreffe.fr

Les Greffes des Tribunaux de Commerce



La mossa de Mosso

Après la ville dont le prince est un enfant, l'île dont les maîtres sont des enfants? Il y a de ça. Une classe de collégiens de Mosso, petite commune de la province de Biella dans le Piémont, ont lancé un appel à tous les écoliers, collégiens, lycéens et étudiants d'Italie afin de réunir 3 M€. C'est le montant que proposait le milliardaire néo-zélandais Michael Harte pour acquérir l'île de Budelli, dans l'archipel de La Maddalena, et connue pour sa plage de sable rose. Harte avait annoncé un projet axé sur la recherche en matière de préservation de l'environnement. Puis il s'était avéré que ce projet comprenait aussi des aménagements, en vue notamment de l'accueil de méga-yachts. S'en était suivi une grosse polémique, avec pour conséquence le retrait du milliardaire. Budelli est donc à nouveau à vendre. C'est en classe, en épluchant le quotidien *La Stampa*, que les collégiens de Mosso ont été sensibilisés au devenir de cette île. Au point de concevoir le projet de réunir les fonds nécessaires à son rachat puis d'en faire « l'île des jeunes, patrimoine de tous » et de la préserver de toute spéculation. Le mot d'ordre: « si l'Etat n'en a pas les moyens, faisons-le nous mêmes! » Ils ont alors ouvert un compte postal, alimenté initialement avec... 75 €. Somme réunie par les enfants de la classe en versant 0,05 € pour chacun des 1500 habitants que compte leur commune. Le but était de démontrer que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Ils appellent donc chaque écolier, collégien, lycéen ou étudiant d'Italie à verser 50 centimes. Depuis la création de leur page Facebook, le 18 février, les propositions de contribution dépassent déjà le seul cadre de l'Italie.

Savoir + : www.facebook.com/nonsisbudellitalia/

Le boom des mirauds

Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'université de Nouvelle-Galles du Sud (Australie) et du Singapore Eye Research Institute, près la moitié de la population mondiale sera myope en 2050. Et 20% de ces myopes présenteront un risque de cécité. Selon l'étude, parue dans la revue *Ophthalmology*, ce boom à venir tiendrait au manque d'activités en extérieur et au temps passé par les jeunes enfants sur des écrans.

Pas sur le radar...

Dans une étude produite le 22 février, le courtier en crédit VousFinancer.com s'est penché sur le pouvoir d'achat immobilier des Français. Ou plutôt de certains Français. Faisant le constat de taux revenus à leur plus bas niveau et de prix n'évoluant que faiblement, ce qui tendrait à indiquer que toutes les conditions favorables sont réunies pour tous ceux souhaitant acquérir un bien immobilier, le site a choisi de s'intéresser au « pouvoir d'achat réel ». C'est à dire à la surface que

l'on peut réellement acheter dans son bassin de vie, compte tenu du salaire moyen local. Son étude met en évidence d'importantes disparités et distingue les bien lotis et les mal lotis. Elle invite, par exemple, à compatir à la triste condition du Parisien qui, bien qu'ayant des revenus moyens deux fois plus élevés que le Stéphanois, ne peut s'offrir que des surfaces trois fois plus petites. De même, un Parisien peut emprunter environ 218 000 € pour acheter 26 m², soit 40 m² de moins que ce que peut acheter un Nîmois avec un revenu moyen deux fois plus faible et une capacité d'emprunt inférieure de 100 000 €. On apprend également que le Lillois peut acheter en moyenne 42 m², soit 16 m² de moins que le Clermontois qui a pourtant le même revenu moyen. En revanche, on cherchera vainement dans ce comparatif la moindre référence au pouvoir d'achat immobilier réel du Bastiais ou de l'Ajaccien.

Gâchis public

En Italie, la Coordination des associations pour la défense de l'environnement et des droits des usagers et consommateurs (Codacons) a dressé la liste des réalisations inachevées (ponts, infrastructures sportives ou culturelles, bâtiments, etc) et chiffré leur coût pour le pays et le citoyen. En 2014, on dénombrait ainsi 868 chantiers laissés en plan, soit 173 de plus qu'en 2013. En résulte pour l'État une dépense inutile de 4 Md€, ce qui représente en moyenne une dépense de 166 € pour chaque foyer italien. La Codacons a également calculé que 1,4 Md€ serait nécessaire pour reprendre ces chantiers et les mener à terme. C'est en Sicile qu'on recense le plus de cas : 215. Cela dit, le phénomène concerne toutes les régions d'Italie, du nord au sud, et quelles que soient les appartenances politiques des dirigeants régionaux. La Sardaigne, elle, se signale par ses bons résultats avec un seul projet laissé en suspens.

Fin programmée du RTC

Sous peu, le réseau téléphonique commuté (RTC) aura vécu. Le jugeant obsolète et coûteux à entretenir, Orange a annoncé le 18 février son abandon progressif à compter de 2021. Auparavant, dès 2018, l'opérateur historique, qui a déployé ce réseau dans les années 1980, cessera de commercialiser de nouvelles lignes via la technologie RTC. Cette fermeture, qui se fera « progressivement, par zones géographiques », a précisé Orange, ne concerne pas le réseau cuivre utilisé pour le service internet à haut débit et téléphonie sur IP qui a « déjà remplacé en grande partie » le RTC. Les usagers « seront prévenus cinq ans avant afin de leur donner le temps de s'adapter » et Orange assure qu'il proposera « un service strictement équivalent uniquement fixe, sans aucune obligation d'ajouter un abonnement Internet ».

268... communes de France métropolitaine en « zone blanche », c'est-à-dire depuis lesquelles il est impossible d'accéder aux réseaux de téléphonie mobile. Le 25 février, le gouvernement s'est engagé à y remédier, en finançant l'installation de pylônes-relais dans les communes. Parmi les communes concernées, 3 se situent en Haute-Corse: Pianello, Sant'Andriadi-Boziu et Santa-Reparata-di-Moriani.

78 %... des Français envisageraient de voter à la présidentielle de 2017 pour un candidat qui n'est ni issu ni soutenu par un parti politique, selon un sondage Elabe pour Atlantico publié le 21 février.

27€... de baisse entre 2015 et 2016 pour le budget des Français consacré aux dépenses énergétiques, selon les résultats baromètre Opinion Way pour Sofinco, réalisé en février 2016. Cette baisse tiendrait en partie à des « comportements plus responsables » avec, disent 90% des sondés, l'adoption de pratiques visant à diminuer leur consommation d'énergie. Toutefois, 22% des sondés mettent également en avant le fait qu'ils font jouer la concurrence entre les différents fournisseurs d'énergie.

49-3... ce pourrait vite devenir le nombre fétiche de Myriam El Khomri, ministre du Travail. Le projet de réforme du droit du travail qu'elle doit présenter le 9 mars en Conseil des ministres a soulevé la colère des syndicats et de la société civile. La pétition en ligne « Loi travail: non, merci! » lancée le 20 février dépassait déjà les 360 000 signatures le 23.

95... points sur 100 en février, soit un recul de 2 points par rapport à janvier, pour l'indicateur mesurant le moral des ménages en France, a indiqué l'Insee le 25 février. Selon l'Insee, un « regain de craintes » à propos du chômage est une des principales explications de cette baisse de moral. Étonnant, non ?

46%... de l'agriculture de l'Union européenne. C'est ce que représentent, en valeur, les 9 pays méditerranéens de l'UE, selon un article publié le 19 février sur le site Econostrum. Avec 18% du total, soit 74 Md€, la France s'impose comme le premier producteur agricole européen. Vient ensuite l'Italie (13%) et l'Espagne (10%).

6,4... années: c'est l'écart qui sépare l'espérance de vie à 35 ans d'un cadre et d'un ouvrier en France, indique une étude de l'Insee publiée le 18 février. À 35 ans, un cadre masculin peut espérer vivre encore 49 années et atteindre l'âge de 84 ans tandis qu'un ouvrier n'aurait en moyenne plus que 42,6 ans à vivre et ne parviendrait qu'à 77,6 ans. Pour les femmes, les écarts sont moins importants: une femme cadre peut espérer vivre 3,2 ans de plus qu'une ouvrière. Si l'espérance de vie a augmenté, les écarts entre les différentes catégories de population sont restées quasiment identiques depuis près de 40 ans. Pas de doute, on progresse. Mais vers quoi ?

90% ... des Français estiment avoir un bon niveau en orthographe, et 27% jugent même leur niveau « très bon » selon les résultats d'un sondage Harris Interactive parus le 17 février. Réalisé en ligne sur un échantillon de 1022 personnes, le sondage s'accompagnait d'un quiz à l'issue duquel seulement 18% des sondés ont réalisé un sans-faute.

LOCAUX À VENDRE OU À LOUER ZONE COMMERCIALE BALEONE

BALEONE CENTRE RN194

10 LOCAUX COMMERCIAUX / BUREAUX
DISPONIBLES À PARTIR DE 90M²
CENTRE D'AFFAIRES
FACILITÉ D'ACCÈS
PARKING GRATUIT
BRASSERIE L'EPIC À PROXIMITÉ



rivesud-immobilier.com ou 04 95 50 43 40

RIVE SUD
Immobilier

Caffé ROMANA

Pizzeria & Food



28, Cours Napoléon
20000 Ajaccio
09 67 38 48 37
cafferomana@hotmail.fr



Technologie et Logistique
Infolegale
marketing



Innovation that excites

NOUVEAU NISSAN NP300 NAVARA TOUJOURS AUSSI ROBUSTE, PLUS INTELLIGENT QUE JAMAIS.

Capacité de remorquage 3,5 tonnes | 1186 Kg de charge utile | Garantie 5 ans.



NOUVEAU NISSAN
NP300 NAVARA
KING CAB dCi 160 OPTIMA

249 € HT / MOIS (*)

EN CREDIT-BAIL SUR 60 MOIS / 100 000 KM
Incluant l'entretien, l'assistance et la garantie sur 5 ans;



Pour plus d'informations, rendez-vous sur
nissan-offres.fr

Innové autrement. *En France, garantie 5 ans limitée à 180 000 km (sauf gamme e-NV200 - garantie 3 ans / 100 000 km et 5 ans / 100 000 km pour la chaîne cinématique électrique - batterie incluse). (1) Exemple en crédit-bail sur 60 mois, pour un Nouveau Nissan NP300 NAVARA King Cab dCi 160 Optima neuf, au prix remis de 21 292,67 € HT, avec premier loyer majoré de 6 400 € HT, 59 loyers de 249 € HT/mois. En fin de contrat, option d'achat finale de 6 956 € HT ou reprise de votre véhicule par votre concessionnaire pour ce montant déduit des éventuels frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires, selon conditions générales Argus. Le montant de la reprise servira à solder votre crédit-bail. Coût total en cas d'acquisition 28 049 € HT. Assistance au véhicule et aux personnes incluses. Sous réserve d'acceptation de dossier par le Dac. SA au capital de 61 000 000 € société financière et intermédiaire en assurances. Siège social : 14 avenue du Pavé Neuf - 93108 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. N°ORIAS : 07 004 966 www.orias.fr. Assistance souscrite par Dac auprès d'AXA Assistance France Assurances, "Société d'Assistance régie par le Code des Assurances", S.A. au capital de 7 275 680 €, immatriculée sous le N° SIREN 451 392 724 R.C.S. Nanterre - Siège social : 6 rue André Gide 92231 Châtillon Cedex dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 61 rue Tarifbou 75009 Paris. **Modèle représenté** : Nouveau Nissan NP300 NAVARA Double Cab dCi 160 Tekna avec option peinture métallique en crédit-bail pour 330 € HT/mois avec un premier loyer majoré de 6 400 € HT. Offre non cumulable réservée aux artisans, commerçants, sociétés (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), valable du 01/01/2016 au 31/03/2016 dans les points de vente NISSAN participants, intermédiaires non exclusifs. NISSAN WEST EUROPE SAS au capital de 5 510 475 € RCS Versailles n° 8 699 809 174 - Parc d'Affaires du Val Saint-Quentin - 2, rue René Caodran - CS 10213 - 78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex.

YOU+NISSAN
NOTRE PROMESSE. VOTRE EXPERIENCE.

- + Véhicule de remplacement gratuit.
- + Entretien Nissan au meilleur prix.
- + Assistance gratuite 24h/24.
- + Diagnostic systématique offert.

Assistance 24h/24, 7j/7 au : 0800 11 22 33

NISSAN CORSE B.A.S.

Bastia : 04 95 55 34 09

Calvi - Auto Relais Performance : 04 95 65 13 10

Ajaccio : 04 95 78 50 18

Porto-Vecchio : Sud Corse Auto : 04 95 70 15 55

Propriano - Ets Digiacomì et fils : 06 07 12 28 33

nissan-corse.com

EN TRANSITION

Amandine
Alexandre

CHRONIQUE DU PASSAGE VERS UNE ÉCONOMIE ET UN DÉVELOPPEMENT DURABLES

La lutte contre le gaspillage alimentaire, une priorité

À l'échelle de la planète, un tiers de la production agricole finit à la poubelle. Dans les pays en développement, le gaspillage est dû aux mauvaises conditions de stockage, de transport et de réfrigération des denrées. Dans les pays industrialisés, les supermarchés et les foyers sont les principaux responsables de cet immense gâchis. Heureusement, ce fléau fait de plus en plus souvent la une des médias, les campagnes de prévention se multiplient et les mentalités évoluent. Y compris au Royaume-Uni.

LA GB, BONNET D'ÂNE

La Grande-Bretagne arrive en tête du classement européen des pays les plus gaspilleurs. Chaque année, environ 15 millions de tonnes de produits alimentaires partent à la poubelle outre-Manche (contre 10 millions de tonnes en France). La moitié de ce gaspillage est le fait des consommateurs. Les foyers britanniques jettent 24 millions de tranches de pain, par jour. Certains paquets de pain de mie ne sont même pas entamés quand ils sont mis aux ordures.

Le coût environnemental de ce comportement est phénoménal. Avec chaque tranche de pain jetée, ce sont entre autres des dizaines de litres d'eau qui s'évaporent. Financièrement, le coût de ce gâchis est aussi astronomique. Sur un an, chaque foyer britannique gaspille l'équivalent de 600 euros. Pour les couples avec enfants, la facture grimpe à 900 euros. Mais, soyez rassurés, au cours des dernières années, la situation s'est nettement améliorée au Royaume-Uni: entre 2007 et 2012, le gaspillage alimentaire a chuté de 21%.

AIMEZ LA NOURRITURE, DÉTESTEZ LE GASPILLAGE

La crise économique est passée par là. Mais ça n'est pas la seule explication à cet inversement de tendance. En 2007, une grande campagne de prévention a été

lancée. Conseils de stockage des aliments, astuces de grand-mère pour utiliser les restes, recettes etc. : le site Internet de « Love Food Hate Waste » [aimez la nourriture, détestez le gaspillage] contient une mine d'informations. Le ton de la campagne est informatif, informel, pas du tout donneur de leçons. Le message est simple et efficace: en résumé, nous sommes là pour vous aider à économiser de l'argent.

TRISTRAM STUART, GUERRE AU GÂCHIS

Le Royaume-Uni est aussi la patrie du militant anti-gaspillage le plus connu de la planète: Tristram Stuart, à l'origine notamment des Banquets des 5000, des repas gratuits préparés à partir de légumes invendus et destinés à être jetés. Auteur de *Global gâchis* et fondateur de l'organisation caritative Feedback, cet Anglais fait campagne depuis une douzaine d'années pour que le gaspillage alimentaire soit considéré comme une priorité à l'échelle de la planète. Stuart vient peut-être de toucher au but. Lors du dernier Forum Economique mondial de Davos, la Fondation Rockefeller a annoncé le lancement d'un plan de 130 millions de dollars pour réduire le gaspillage alimentaire dans le monde.

L'ANTI-GASPI, « THE » TENDANCE

Sous l'impulsion de Tristram Stuart et d'un nombre croissant de militants anti-gaspillage, le gâchis alimentaire est devenu une préoccupation de premier plan en Grande-Bretagne. A Londres, il est même en passe de devenir tendance. Un restaurant, qui se prétend zéro déchet, a ouvert au début de l'année à Notting Hill. Day Old, une entreprise sociale et solidaire, vend aux salariés des entreprises de la capitale du pain et des viennoiseries de la veille. Et Tristram Stuart (encore lui !) a lancé Toast, une bière fabriquée avec du pain rassis.

Collectivement, les militants anti-gaspillage britanniques veulent aller encore plus loin. Ils font pression sur leur gouvernement pour que celui-ci adopte une loi sur le gâchis alimentaire sur le modèle de celle récemment votée en France. L'Hexagone n'a jamais fait l'objet d'une couverture médiatique aussi positive outre-Manche que depuis qu'il s'est attaqué au gaspillage. ■



VINCENT MARCHETTI

La petite perle de l'ACA



Depuis que Vincent Marchetti est devenu titulaire en Ligue 2, soit depuis le 24 novembre 2015, l'ACA n'a perdu qu'un seul match !

Au-delà de la réussite collective qui rejaillit sur l'ensemble du club, le milieu de terrain est aujourd'hui appelé en équipe de France U19. Sa carrière semble bel et bien lancée...

COMITÉ CORSE DE CYCLISME

Même pas mort

La saison sur route reprendra le 13 mars prochain à Porto avec une course gentlemen organisée par le club Alpina. Stéphane Ruspini, président du comité régional de cyclisme, annonce pas moins de 28 événements FFC cette saison en Corse. Le cyclisme insulaire n'est donc pas près de mourir.



Si les 1000 cyclistes corses doivent renouveler cette année leur licence auprès du comité régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Stéphane Ruspini assure que tout devrait rentrer dans l'ordre d'ici février 2017. « *Il faut nous laisser du temps.* » Car oui, suite à la liquidation judiciaire prononcée en septembre dernier par le tribunal de grande instance de Bastia, il n'existe plus de comité corse sur l'île.

Le président veut toutefois rester optimiste. Il fait le constat d'un nombre de clubs et de licenciés affiliés encourageant. « *19 clubs ont ainsi renouvelé leur affiliation auprès de la Fédération Française de Cyclisme (FFC). Malgré tous les événements que nous avons pu subir, entre autres la liquidation judiciaire, les nombreux documents administratifs et le changement de bureau, on peut être satisfait.* » L'identité change, il est vrai..., mais la Corse n'a pas l'intention d'être oubliée. « *Pour faire simple, le comité Paca est juste une boîte aux lettres qui va permettre de résoudre nos problèmes administratifs,*

mais aussi de gérer les licences et d'avoir un système informatique. Il faut savoir que nos comptes sont à part. Un compte qui pourrait avoir l'appellation comité corse de cyclisme. »

Pour justifier encore cet optimisme, Stéphane Ruspini a reçu un appel encourageant du président du Vélo club d'Ajaccio. Le club organisera le championnat régional de Corse, qui aura lieu le 15 mai. « *On garde donc notre identité avec la tenue de ce championnat.* » Les dirigeants des clubs corses sont tous derrière le comité. Les relations sont aussi excellentes avec le comité de Provence et son président Michel Bergeat. Et heureusement...

2016, L'ANNÉE DE LA RECONSTRUCTION

Pourra-t-on revoir un jour le comité corse à Bastia? « *La décision est prise lors d'assemblées générales de la Fédération française de cyclisme, indique Stéphane Ruspini. Il y en a une d'ailleurs les 27 et 28 février à Antibes (Alpes-Maritimes).* » En attendant, en accord

L'an passé déjà, Vincent Marchetti était un des meilleurs joueurs du centre de formation de l'AC Ajaccio. À 17 ans seulement, ce jeune Ajaccien qui évoluait à la fois dans les rangs de la CFA2 et des U19 Nationaux acéistes était aux portes du groupe professionnel évoluant en Ligue 2 et dirigé par Olivier Pantaloni. Fer de lance des jeunes pousses du club, il était notamment buteur contre le Stade Rennais en huitièmes de finale de la coupe Gambardella l'hiver dernier. Ce joueur élégant, doté d'une technique au dessus de la moyenne, vif comme l'éclair et résolument porté vers l'avant, est un milieu de terrain offensif. Le 31 juillet dernier, alors qu'il venait à peine de fêter son dix-huitième anniversaire, Vincent Marchetti était appelé pour la première fois de sa jeune carrière dans le groupe professionnel pour affronter Dijon au stade François-Coty. Là, il était utilisé sept minutes par le coach. Remplaçant la plupart du temps en début de saison, il joue quelques bouts de match contre Le Havre, Evian ou Nîmes. Convaincu par ses prestations, le staff ajaccien le lance complètement dans le bain dans le cadre des matchs de coupe de France et de coupe de la Ligue. Il est "testé" au poste de titulaire contre Lens, à Bollaert, où il joue 120 minutes, mais aussi contre le Stade Lavallois fin août. Le jeune espoir ajaccien démontre alors ses capacités à tenir un match entier, sa détermination à réussir dans ce métier et à mouiller le maillot pour le club qui est en train de le révéler. Le récompense intervient le 24 novembre 2015, à Beauvais. Après deux mois au placard, le coach le rappelle pour affronter le Red Star. Pour la première fois de la saison, Vincent Marchetti est titulaire en Ligue 2. À cette occasion, il joue tout le match et convainc définitivement le staff.

L'ÉCLOSION D'UN TALENT

La prestation de Vincent Marchetti à Beauvais est sans doute un tournant dans la saison, à titre personnel comme pour le club tout entier. En effet, l'apport de cette touche technique au milieu de terrain associé au retour de blessure du Marseillais Laurent Abergel offrent à Olivier Pantaloni l'équilibre tant recherché dans son équipe autour du principe du 4-2-3-1. Une organisation dans laquelle le tra-

vail de sape et de récupération des milieux défensifs est une des bases de la réussite. Vincent Marchetti s'impose ainsi comme un "6" redoutable. Le comble pour un joueur qui ne joue pas tout à fait à son poste, et a plutôt été formé pour évoluer dans un registre plus offensif. Les premières titularisations de Vincent Marchetti dans l'entrejeu acéiste coïncident avec le renouveau du groupe. Plutôt à l'aise devant la défense, il participe ainsi activement au regain de forme de son équipe. Il devient un titulaire indiscutable. Sur les 14 derniers matchs, l'espoir est aligné d'entrée à chaque occasion, y compris à Saint-Etienne dans le cadre de la coupe de France. Plus à l'aise au fil des matchs, et donc libéré d'une certaine pression, le jeune joueur va alors commencer à peser dans le secteur offensif. Le 25 janvier dernier, il marque le but de victoire contre Nîmes (2-1), puis à nouveau quatre jours plus tard à Tours (1-1). Son entente avec Riad Nouri fait des merveilles. Forcément, Vincent Marchetti éveille la curiosité bien au-delà des frontières de la Corse.

L'ÉQUIPE DE FRANCE U19

Ce 8 février, la nouvelle tombe soudainement à Ajaccio. Le club annonce via son site internet que Vincent Marchetti est présélectionné avec l'équipe de France U19. Une bien belle récompense pour le joueur, mais aussi pour l'ensemble du club qui confirme son savoir-faire dans la formation. Car l'ACA a formé d'autres «internationaux» ces dernières années : Benjamin André (France U21), Andy Delort (France U20), Claude Gonçalves (Portugal U21), sans oublier Pape Cissé qui sera, à n'en pas douter, destiné lui aussi à une belle carrière. Une semaine plus tard, Vincent Marchetti apprenait sa sélection officielle avec le groupe France et était donc amené à affronter l'Italie le 24 février. Cette fois c'est sûr, la machine est bien lancée... ■ **Frédéric BERTOCCHINI**

LA FICHE DU JOUEUR

Nom : Marchetti • Prénom : Vincent • Né le : 04 juillet 1997 à Ajaccio
 Poste : milieu de terrain
 Matchs en ligue 2 : 17 (dont 12 en tant que titulaire)
 Temps de jeu : 1140 minutes • Buts marqués : 2



avec la FFC et son président David Lappartient, 2016 sera une année de réflexion et de reconstruction. « Il se pourrait que nous repartions de zéro dès février 2017, avec un nouveau comité pour recréer une nouvelle identité corse. » Une structure sera montée avec la mise en place de perspectives optimales. Bien sûr, la fusion n'est pas d'actualité avec le comité voisin, la Corse et la Provence ne disposant pas des mêmes spécificités. Le président du comité corse espère aussi renouer les liens avec la Collectivité territoriale de Corse (CTC). « Depuis nos problèmes, la CTC a voulu couper tout contact avec nous. On ne comprend pas. » L'un des premiers objectifs sera également d'entrer et très rapidement en relations avec les prestataires. « Petit à petit, je pense qu'on va y arriver. On va reconstruire le vélo de demain avec toute la jeunesse. Tout cela avec optimisme. » Des formations d'entraîneurs ont d'ores et déjà eu lieu sur le territoire. « On a par exemple délivré une attestation à douze personnes. » En tout cas, le président, les dirigeants et les coureurs n'ont pas dit adieu à leur comité qui leur tient à cœur. ■ **Davy DELMOTTE**

REPÈRES

Stéphane Ruspini, enfant du cyclisme, a découvert le vélo à l'âge de dix ans. Son père était président du Sprinter club de Corte. Il y a cinq ans, il intègre le bureau du club avant d'être nommé président. Depuis 2012, il est également membre du comité corse. Homme de défi, il prend les rênes du comité exécutif en août dernier. Mais depuis la liquidation judiciaire, comme le comité corse n'existe plus, il ne peut plus exercer au poste de président. Les membres du comité régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont dû lui attribuer une autre fonction. Il devient donc délégué en charge des clubs corses. Pour la compréhension de l'article, nous avons laissé sa fonction de président. « Je ne veux pas laisser tomber ce comité, pour nos jeunes et tous nos licenciés. Il faut se retrousser les manches. » Il tient d'ailleurs à remercier Michel Zonenberg, Pascal Oberti, et tous les clubs solidaires qui ne veulent pas laisser tomber le comité.

CINÉMA

Cadres de vies



Photo DR

Francescu Artily, 30 ans, réalisateur, chef-opérateur et scénariste, a présidé le jury professionnel du dernier festival du film espagnol et latino-américain d'Ajaccio. Le 27 février, à Bastia, il présente *Entrez, on ferme*, documentaire sur le destin des vieux commerces du centre-ville bastiais, co-réalisé avec Léa Pieri.

De la comédie au thriller, la crise économique s'était invitée dans les films espagnols présentés lors du dernier festival de cinéma organisé à Ajaccio par l'association Latinità, du 12 au 20 février. Pour en constituer, non le thème central mais la toile de fond. Au cœur des fictions, une réalité incontournable. Que Francesco Artily, qui présidait le jury professionnel du festival, a lui-même éprouvée entre 2008 et 2010. «Après l'École supérieure de cinéma et d'audiovisuel de Catalogne (Escac) à Barcelone, j'ai expérimenté le marché du travail madrilène en tant que co-scénariste pour la télévision. Tout avait bien commencé. Mais la violence de la crise économique en Espagne ayant considérablement réduit les possibilités, j'ai répondu à une offre de travail émanant d'une société de production en Corse». Retour au pays qu'il avait quitté à 16 ans pour le Mexique, en compagnie de sa mère, Catali Albertini. «À notre départ, je ne parlais pas l'espagnol. Je l'ai appris en immersion, en même temps que je m'initiais à la réalisation». Après une terminale littéraire au lycée franco-mexicain de Mexico, Francescu intègre en 2003 le Centre d'arts audiovisuels de Guadalajara, et notamment les ateliers dirigés par Boris Goldenblank «qui fut l'élève d'Eisenstein et le professeur de Tarkovski». Après l'obtention d'une licence en 2007, l'envie de se parfaire tout en «gardant contact avec la langue espagnole» l'entraîne vers Barcelone, où il réalise *Entre Nous*, son premier court-métrage de fiction. «C'était mon film de fin d'année. Il parle de l'enfance, de l'entrée trop rapide et trop brutale dans le monde des adultes, de la difficulté à établir un dialogue entre ces deux mondes. J'en avais réalisé une première version en numérique, pour un concours que j'ai remporté, ce qui m'a permis de le refaire en super-16, avec davantage de moyens. Et en 2008, l'association Latinità m'a donné l'occasion de le présenter au public lors du festival du film espagnol et latino-américain.»

Il y a près d'un an, Francescu Artily a créé sa propre société, White Chestnut Production. «Avec pour premier projet la réalisation d'un documentaire sur les vieux commerces du centre ville bastiais. Bastia a en effet la chance d'en avoir conservé quelques-uns.» Léa Pieri, photographe, avait entrepris de consacrer à leurs façades une série de prises de vues à la chambre. «L'idée nous est venue d'en faire un film. On parlait de rien, sans aucune aide. Grâce au crowdfunding et au fait que nombre de gens étaient, comme nous, touchés par ce sujet, nous avons pu réaliser le projet. Le plus difficile, ensuite, a été de convaincre les commerçants de se laisser filmer, de les convaincre qu'il ne s'agissait pas de faire du reportage mais plutôt un travail sur la mémoire d'un centre-ville qui se meurt. Certains ont refusé et huit ont accepté.» *Entrez, on ferme* est présenté en avant-première le 27 février, à 20h30 au théâtre de Bastia. Il sera également projeté à Ajaccio dans le cadre du festival Ciné-Passion, du 12 au 19 mars. «Nous espérons ensuite qu'il fera sa trajectoire dans les festivals, et qu'il sera vu par le plus grand nombre de spectateurs possible». Entre-temps, en novembre dernier, Francescu a tourné, «toujours en auto-production», un autre documentaire, Sandtown Project. Francescu y a suivi le travail photographique de Léa Pieri à Baltimore sur les fresques réalisées en hommage à Freddie Gray, jeune Afro-américain mort en avril 2015 suite à des brutalités policières*. Il sera présenté en avant-première le 24 avril, à Baltimore. Comme pour *Entrez, on ferme*, l'esthétique remarquable de la prise de vue y est au service d'un propos. «Le genre documentaire correspond à une forme d'engagement au service des problématiques sociétales contemporaines. Témoigner du réel est un exercice difficile et exigeant dans lequel l'auteur doit se tenir à distance du sujet. Cependant, de par mon appétence pour la littérature je suis également très attiré par la fiction. J'aime écouter des histoires... et les raconter à mon tour.» ■ Elisabeth Milleliri

*L'affaire, que le procureur du Maryland devait par la suite qualifier en homicide, est à l'origine des émeutes de Baltimore.

En savoir + :

Teasers de *Sandtown project* et intégrale de *Entre Nous* sont à découvrir sur Vimeo (vimeo.com/147171329 & vimeo.com/26067441)



LES RENDEZ-VOUS DE JACQUES FUSINA...

LIVRES, MUSIQUE, ARTS & SPECTACLES, CINÉMA

Ciao, caro professore Eco!

Le 19 février disparaissait Umberto Eco, un des plus grands érudits et intellectuels de notre temps, une sorte de « touche-à-tout » génial dont les multiples nécrologies parues à l'occasion donnent la mesure de l'importance exceptionnelle. Celle d'une œuvre autant que celle d'un homme qui a su demeurer, ne serait-ce que grâce au nombre et à la qualité des entretiens de presse ou des émissions diverses de radio ou télévision où il paraissait régulièrement, un personnage proche de son public qui appréciait à la fois son immense savoir, son humour et sa bonhomie naturelle.

Bien évidemment, nul ne peut parler aujourd'hui d'Umberto Eco sans évoquer *Le Nom de la Rose*, ce roman publié sur le tard en 1980, à la cinquantaine, qui rencontra des millions de lecteurs et fut rapidement traduit en une quarantaine de langues. Il faut dire que son adaptation au cinéma par Jean-Jacques Annaud en 1986, donna à ce roman policier médiéval un relief particulièrement réussi qui augmenta encore la célébrité de l'œuvre et de son auteur.

Celui-ci n'était pas du tout un romancier de formation et ses travaux scientifiques de sémiologie (car il fut le titulaire de la chaire de sémiotique de l'université de Bologne, dont il était professeur émérite depuis 2008) avaient depuis longtemps fait leur chemin en milieu universitaire, à peu près à l'époque où Roland Barthes publiait ses ouvrages avec succès, et comme le chercheur français, il s'intéressa à toutes manifestations du « signe » qui portent leurs effets dans la vie ordinaire. Ainsi, dans de nombreux essais, Eco traitait d'esthétique, de scolastique médiévale, d'art, de culture populaire, de communication, de linguistique et de philosophie (sa thèse portait d'ailleurs sur Thomas d'Aquin)...

Mais ce chercheur hors norme était persuadé que l'essai ne touchait jamais qu'un public restreint et spécialisé, alors que la fiction était susceptible d'atteindre plus facilement un nombre infiniment plus large de lecteurs. Aussi, depuis son premier roman, il donna régulièrement d'autres titres dont le succès répondit à celui des précédents : *Le Pendule de Foucault* (1988), *L'île du jour d'avant* (1996), *Le Cimetière de Prague* (2011) en constituent les meilleurs exemples, même si le lecteur, emporté par la vague du premier succès, cherchait parfois dans ces fictions des interprétations qui allaient à rebours de ce qu'avait prôné théoriquement l'auteur. Peu importait à celui-ci, dès l'instant qu'il pouvait utiliser telle ou telle expérience pour progresser sur les chemins multiples de sa recherche fondamentale, jamais au repos.

J'ai personnellement gardé en mémoire, plus encore que les fictions, des textes démystificateurs sur la réception de la littérature, sur la traduction, sur le pouvoir du livre... Par exemple *Dire presque la même chose, expériences de traduction* (2007) ou encore ce merveilleux petit ouvrage intitulé ingénument *N'espérez pas vous débarrasser des livres* (2009) où Eco et son compère Jean-Claude Carrière, s'entretenaient d'histoire du livre, de gai savoir, de collections, en rivalisant de brio et d'érudition jubilatoire... L'écrivain italien était aussi un polémiste de première valeur et ses opinions sans fard sur la société contemporaine savaient séduire avec pertinence et humour : il avait d'ailleurs tenu dans des journaux italiens des chroniques régulières et se montrait sévère avec les chemins nouveaux des médias modernes dont il n'approuvait ni les méthodes ni les buts. Mais désignant les maux, il proposait des voies de réflexion sans se départir d'une jovialité communicative et simple, comme lorsqu'il indiquait que son propre patronyme venait sans doute de la formule latine *Ex Caelis Oblatus*, marque des enfants trouvés, cadeau des cieux, hérité d'un de ses modestes aïeux. ■



ICN # 6602





STARS INTERNATIONALES ET ÉTOILES DE CORSE, LA RENCONTRE

Kathleen Thielhelm et Julien Favreau, danseurs du Béjart Ballet de Lausanne se sont produits le 20 février au théâtre de Bastia dans le ballet Gestes et Ombres.

Ils répondaient ainsi à l'invitation d'Anita Pehou, vice-présidente de la fédération corse de danse, qui revient pour nous sur cet événement.

Vous êtes la directrice artistique de ce ballet, comment est-il conçu ?

Gestes et Ombres se compose de six tableaux, qui font référence aux éléments (air-terre-eau-feu). Il intègre des danseurs de ou en lien avec l'île, comme Laetitia Brighi, Anne-Lise Raffalli, Lætitia Canaletti, Christophe Orsucci, Rafaël Molina et les élèves du conservatoire de Bastia (Niveau IV). Sur les six tableaux, cinq sont de ma composition. Le sixième est de Gil Roman, directeur du Béjart Ballet, successeur de Maurice Béjart. C'est un honneur d'avoir une telle création de sa part.

Comment est née cette collaboration entre le conservatoire de Bastia, vous et le Béjart Ballet ?

Pour ce spectacle, j'ai demandé à ce que le conservatoire de Bastia, à travers Emmanuelle Lecorre-Heyer [professeur de danse classique] y participe. Ensuite, De plus, je me suis rendue plusieurs fois au concours et aux classes données au Béjart ballet. J'ai contacté Gil Roman pour lui demander si des danseurs pouvaient s'intégrer à ma chorégraphie. J'avais mon thème, que je lui ai soumis et lui de son côté m'a proposé une création, un pas de deux. Qui bien sûr correspondait tout à fait à mes attentes, d'autant qu'il m'avait invitée à voir sa création au théâtre Beaulieu à Lausanne et lorsque j'ai vu ces deux danseurs, Kathleen Thielhelm et Julien Favreau, j'ai eu un véritable coup de cœur. Cela s'intégrait admirablement dans mes thèmes. J'avais connu Gil Roman à Bastia, lorsqu'il était invité du concours régional. Nous avons gardé le contact et c'est lui-même qui m'a invité à assister à des cours à Lausanne.

Quelle est votre vision de la danse dans l'île ?

Il y a toujours une évolution, une stimulation, mais il est vrai que c'est à nous les créateurs, les professeurs, les organisateurs de stimuler la jeunesse et ceux qui ont envie de prendre la relève.

Parmi ceux qui ont été formés en Corse ou à Bastia, quels sont ceux qui ont réussi ?

J'ai une élève dont je suis très fière, Lætitia Brighi qui était présente dans ce ballet. Elle est devenue un très bon professeur et possède de nombreuses qualités. ■ Michel Maestracci



AJACCIO

JEAN HARIXCALDE, TACET
Jusqu'au 4 mars. A Scenina.

Rens : 09 63 21 93 99 & www.scenina.com
Photographe de studio et de reportage, Jean Harixcalde s'est glissé dans les coulisses du festival de musique Sorru in Musica. Silencieux, il a photographié la musique.

NAPOLÉON III ET FRANCESCHINI-PIETRI

Jusqu'au 9 mai. Palais Fesch, musée des Beaux Arts.
Rens : 04 95 26 26 26 & www.musee-fesch.com
Jean-Baptiste Franceschini-Pietri fut l'homme de confiance de Napoléon III. Photographies et effets personnels retracent son intimité avec la famille impériale.

ROSSELLA BELLUSCI : PARCOURS DE LUMIÈRE

Jusqu'au 9 mai. Palais Fesch, musée des Beaux Arts.
Rens : 04 95 26 26 26 & www.musee-fesch.com
Rossella Bellusci expose ses photographies en relation directe avec un certain nombre de tableaux et sculptures issus des collections du musée.

BLEU CONRAD

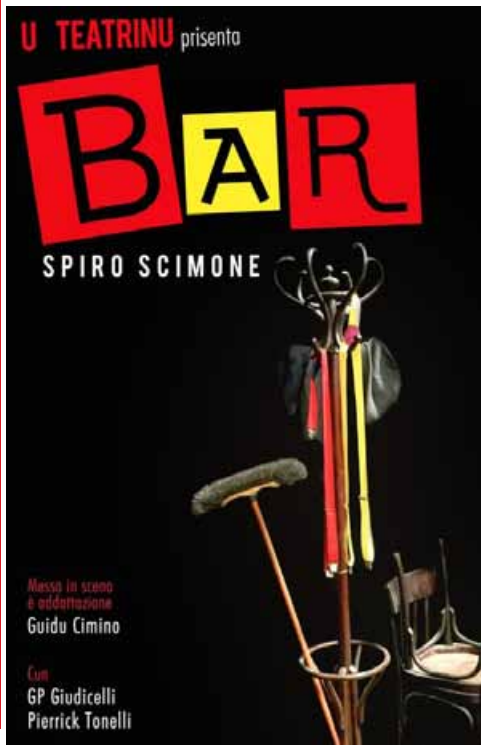
Le 27 février, 18h30. Espace Diamant. Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Réalisé par François Rossini, d'après l'ouvrage éponyme de Maddalena Rodriguez-Antoniotti, ce documentaire relate le voyage en Corse de Joseph Conrad. Entrée libre.

SHAKESPEARE'S SISTER

Le 2 mars, 20h30. Espace Diamant.
Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Autour de la préparation d'une soupe, 5 femmes bavardent, rient, chantent. Avec les mots de Virginia Woolf et Marguerite Duras, dans une mise en scène d'Irina Brook.

BAR

Du 3 au 5 mars, 20h30. Locu Teatrale.
Rens : 04 95 10 72 03 & www.locu-teatrale.info
Dans l'arrière-salle d'un bar, Nino et Petru rêvent chaque soir d'une autre vie. Naïvement. Vainement. Une pièce de Spiro Scimone traduite en corse pour U Teatrinu



Photos DR

POLYPHONIES EN DIALOGUE

Le 4 mars, 20h30. Espace Diamant. Rens : 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr
Autour de la pratique du faux-bourdon, et de ses différentes formes, du XVIe au XIXe siècle, une rencontre entre l'Ensemble Gilles Binchois et l'Ensemble Tavagna.

BASTIA

PASQUALE DI PAOLI, UN MYTHE ROMANTIQUE

Jusqu'au 5 mars. Musée, Palais des Gouverneurs.
Rens : 04 95 31 09 12 & www.musee-bastia.com
Une exposition-dossier qui au travers d'œuvres d'art, documents et objets, met en lumière les différentes facettes de la fabrique d'un véritable « héros maudit ».

BASTIA À L'HEURE DU MUET

Jusqu'au 15 avril. Archives départementales.
Rens : 04 95 55 55 81
Une évocation des débuts du cinéma à Bastia à travers photos, affiches, publicités provenant pour beaucoup des archives des cinéma le Femina, et le Splendor.

BALADE VÉNITIENNE

Jusqu'au 20 mars. L'Alb'Oru.
Rens : 04 95 47 47 00 & beta.bastia.corsica
Comment aborder Venise sans sombrer dans les clichés ? Jean-André Bertozzi, formé de l'Ecole nationale supérieure de Photographie d'Arles, a relevé le défi.

SHAKESPEARE'S SISTER

Le 4 mars, 20h30. L'Alb'Oru.
Rens : 04 95 47 47 00 & beta.bastia.corsica
D'après La Vie matérielle de Marguerite Duras, recueil de pensées sur le quotidien des femmes au foyer et Une Chambre à soi, essai féministe de Virginia Woolf, une pièce d'Irina Brook..

E TEATRALE

Du 4 au 12 mars. Théâtre municipal, l'Alb'Oru, théâtre Sant'Angelo, Lycée Giocante de Casabianca.
Rens : 06 12 89 56 25 & www.unita-teatrale.com
Onzième édition de ce festival qui présente une vitrine de la production théâtrale corse dans toute sa diversité. Cette année, 23 spectacles, professionnels ou amateurs, sont à l'affiche.

ENTREZ, ON FERME

Le 27 février, 20h30. Théâtre municipal.
Rens : 04 95 34 98 00
Un documentaire de Léa Pietri et Francescu Artilly sur le devenir des petits commerces de proximité du centre-ville bastiais. Ceux qui résistent, ceux qui disparaissent. Entrée libre



CORTE

SILENCES

Jusqu'au 30 avril.
Nouvelle bibliothèque universitaire.
Rens : 04 95 45 02 86
Dans l'ancienne bibliothèque universitaire, Dominique Degli Esposti a photographié le quotidien feutré des étudiants, montrant la solitude du processus d'apprentissage.

NOMADISME

Jusqu'au 16 mars. FRAC Corse.
Rens : 04 20 03 95 33
Francesco Gennari, Juan López et Tatiana Wolska envahissent les espaces du Frac, liant extérieur et intérieur par des projets spécialement conçus pour cette exposition.

ÎLE(S)

Jusqu'au 3 avril. Musée de la Corse, Corte.
Rens : 04 95 45 25 45 & www.musee-corse.com
Une mise en regard des exemples d'îles, grandes et petites, lointaines ou proches, pour questionner les ressemblances comme les singularités de ces espaces insulaires.



GHISONACCIA

ENSEMBLES GILLES BINCHOIS & TAVAGNA

Le 3 mars, 20h30. Eglise Saint Michel.
Rens : 04 95 56 26 67 & www.centreculturelanima.fr
Cette rencontre entre deux ensembles polyphoniques se construit autour de trois thèmes : la Messe de Requiem, les Vêpres de la Vierge et le Salut du Saint-Sacrement.



PORTO-VECCHIO

ROMEO & GIULIETTA
Le 26 février, 21h. Centre culturel communal.
Rens : 04 95 72 18 18
Et si Shakespeare, avant d'écrire son dramatique Romeo and Juliet, était passé par Bastia ? Et si cette célèbre histoire d'amour s'était déroulée là, et non pas à Verone ?



**agir
PLUS**

**MIEUX ISOLER
ISOLEZ VOS COMBLES
POUR 5€ LE M²***

**CE SERAIT UN COMBLE
DE NE PAS EN PROFITER !**

Retrouvez toutes les solutions Agir Plus sur corse-energia.fr

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! - L'energia hè un nostru avvene, tenimula à contu.

*Prix moyen calculé pour la pose de 100m² d'isolant dans des combles perdus - Déductions crédit d'impôt et aide Agir Plus incluses.